

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS JEAN SANSAN

Larriou
47600 Nérac

Références : OD/Ubd24-47/2026/066
Code AIOT : 0005202227

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ETS JEAN SANSAN implanté ROUTE DE CONDOM LD LARRIOU 47600 Nerac. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de l'Opération Coup de Poing de la région Nouvelle Aquitaine sur les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS JEAN SANSAN
- ROUTE DE CONDOM LD LARRIOU 47600 Nerac
- Code AIOT : 0005202227

- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site situé au lieu dit Lariou, de l'autre côté de la route face au silo appartenant au même groupe, est un magasin de stockage de produits phytosanitaires et agricoles déclaré en 1994 et faisant l'objet du récépissé de déclaration du 11 juillet 1995.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a abordé avec l'exploitant le classement et le régime administratif au titre des ICPE du magasin ; par extension, ont été abordés l'identification et le classement de deux autres sites sur Nérac, mais également dans le 47 et le 24.

Sur Nérac, 3 sites sont identifiés :

- le magasin au lieu dit Lariou (objet de l'inspection du jour), soumis au régime de la déclaration depuis le récépissé de déclaration du 11 juillet 1995 sous des rubriques aujourd'hui modifiées depuis l'apparition des rubriques 4xxx, mais également sous la rubrique à déclaration pour la rubrique 2662-2-b) pour 80m3 de matières plastique. Ce volume ne classe plus l'établissement aujourd'hui pour cette rubrique.

- le silo de l'autre côté de la route de Condom en face du magasin (au lieu dit Bartoque Haut) fait l'objet du récépissé de déclaration du 24 juillet 1990 pour une activité de silo et de stockage d'engrais dont 25 tonnes d'amonitrate. Il a fait l'objet en 2024 de deux inspections, l'une sur le thème de stockage d'amonitrate et l'autre sur le thème de l'incendie.

Le classement de ce site ne paraissait pas à jour, et par ailleurs l'exploitant indiquait vouloir faire une cessation d'activité au titre de la rubrique 4702 (stockage d'engrais à base d'amonitrate). Cependant ce site n'a jamais déclaré cette rubrique au titre du bénéfice de l'antériorité.

- le silo sur la même route de Condom 300 m plus loin au lieu dit "Le Juge" a fait l'objet du récépissé de déclaration du 18 janvier 1991 pour un classement actuel à la rubrique 2260-2 au titre du séchoir, mais également à la rubrique 2160 sans être classé (relevé lors de l'inspection de 2020) ; ce classement n'a pas fait l'objet d'une demande du bénéfice de l'antériorité non plus.

D'autres sites implantés dans le département de Lot-et-Garonne et de la Dordogne identifiés ne paraissent pas à jour de leur classement.

Ainsi, il est demandé à l'exploitant de fournir au préfet de ces deux départements l'analyse complète de l'état des activités de chaque site et de leurs régimes au titre des ICPE en regard de la nomenclature des installations classées pour les rubriques correspondantes (1xxx, 2xxx et 4xxx).

Il est rappelé que ces demandes de positionnement ont déjà été faites lors d'inspections réalisées sur les sites en 2020 et 2024 (x2).

Les SIRET seront également fournis pour chacun des sites.

Ce positionnement est attendu dans un **délai de trois mois** à compter de la réception du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte la réglementation sur la gestion des produits chimiques.

L'exploitant devra se positionner sur le classement administratif ICPE des sites de son groupe depuis la création des rubriques 4xxx.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant, au travers de son responsable HSE, vérifie la disponibilité des fiches FDS des produits qu'il reçoit. Lorsque des FDS ne sont pas disponibles pour un produit donné, la responsable HSE demande

<p>aux fournisseurs d'incrémenter la base Quick Fds.</p> <p>Ainsi le responsable du magasin de Nérac au lieu dit Lariou a accès à cette application pour récupérer ces données.</p> <p>En séance, il est demandé à ce responsable de fournir les 3 FDS (des produits en quantité la plus grande sur l'état des stocks) de l'Ercole de chez Sipcam, du Microthiol Spécial Disperss de chez UPL et du Belem de chez Corteva.</p> <p>Elles me sont fournies dans les 10 minutes qui ont suivies.</p> <p>Le responsable de la gestion des produits du magasin a aussi accès aux applications Actura (produits phyto, bio contrôle et bio stimulant) ainsi que Fertireco (engrais) lui permettant d'obtenir les données nécessaires aux clients.</p> <p>L'accès aux locaux d'entreposage des produits est effectué par badge détenu par ce responsable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle par sondage des produits représente 17% du volume total du stockage.</p> <p>Pour les trois produits contrôlés, Belem, Ercole et Microthiol, les mesures de lutte contre l'incendie prévoient l'utilisation d'eau pulvérisé. Les extincteurs présents sur le site sont adaptés à la prévention du risque incendie de l'ensemble des produits stockés.</p> <p>Les produits contrôlés sont des matières solides, en cas de déversement il ne doit pas y avoir de dispersion dans les eaux de surface ou souterraine. Le stockage est réalisé à l'intérieur pour lequel le bâtiment fait office de rétention raccordée à une cuve étanche enterrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

<p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>La rétention est constituée par le bâtiment dans lequel les écoulements accidentels sont dirigés vers une cuve étanche de 15000 L enterrée devant le bâtiment (cf :plan de construction transmis par l'exploitant).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise la grille d'incompatibilité à l'aide des pictogrammes de la FDS.</p> <p>Dans la réserve du magasin, une zone fermée grillagée est dédiée aux produits chimiques à mentions de dangers.</p> <p>La grille d'incompatibilité et les mentions de dangers sont rappelées à l'entrée de cette zone.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a questionné l'exploitant sur l'état des stocks. L'exploitant a fourni un listing de l'ensemble des stocks des produits présents sur le site.</p> <p>La quantité des produits identifiés sur les FDS demandées est vérifiée dans le bâtiment de</p>

stockage. Les quantités relevées dans l'état des stocks sont cohérentes avec les quantités autorisés sur le site.

Le pro-logiciel Nomeref utilisé par l'exploitant lui permet de vérifier en temps réel son classement ICPE au titre de rubriques 4xxx.

Type de suites proposées : Sans suite